

COLLOQUE
INTERNATIONAL

INTERNATIONALE
TAGUNG

18 - 19
OCTOBRE 2018

UNIVERSITE DE LORRAINE - METZ
Campus du Saulcy
UFR Arts, Lettres et Langues
Salle A 208



Helmut Ammann: Spiegelbild, Farbholzschnitt

Confrontations au national-socialisme en Europe
francophone et germanophone (1919-1949)

Auseinandersetzungen mit dem Nationalsozialismus
im deutsch- und französischsprachigen Europa (1919-1949)

VII

Les intellectuels
Die Intellektuellen



UNIVERSITÉ
DE LORRAINE



CEGIL

Freie Universität



Berlin



LETTRES
SORBONNE
UNIVERSITÉ



LABEX

ÉCRIRE UNE HISTOIRE NOUVELLE DE L'EUROPE

PROGRAMME/PROGRAMM

Jeudi 18 octobre 2018 / Donnerstag, 18. Oktober 2018

9 heures 30 – 12 heures 30 / 9 Uhr 30 – 12 Uhr 30

Accueil des participants et présentation du programme

Begrüßung der Teilnehmerinnen und Teilnehmer und Vorstellung des Programms

Reiner Marcowitz - Olivier Dard – Michel Grunewald – Uwe Puschner

Atelier 1 / Sektion 1

Présidence / Moderation Olivier Dard

Ecrivains et philosophes / Schriftsteller und Philosophen

Joël Mouric (Brest)

Raymond Aron

« Une catastrophe pour l'Europe » : Raymond Aron et le national-socialisme 1930-1945.

«Eine Katastrophe für Europa» : Raymond Aron und der Nationalsozialismus 1930-1955.

Monique Mombert (Strasbourg)

Le projet d'Alfred Döblin après 1945 : restaurer l'humanité.

Döblins Anliegen nach 1945 : Die Wiederherstellung der Humanität

Jérôme Vaillant (Lille 3 Charles-de-Gaulle)

Edgar Morin, penseur «complexe» de l'Allemagne post-nationale-socialiste

Edgar Morin, eine «komplexe» Annäherung an das post-nationalsozialistisches Deutschland

Jeudi 18 octobre 2018 / Donnerstag, 18. Oktober 2018

14 heures 30 – 17 heures 30 / 14 Uhr 30 – 17 Uhr 30

Atelier 1 (suite) / Sektion 1 (Teil 2)

Présidence/Moderation Michel Grunewald

Ecrivains et philosophes / Schriftsteller und Philosophen

Jens Flemming (Hamburg)

Karl Jaspers

Guillaume Payen (Paris-Sorbonne)

Martin Heidegger et le nazisme : convergence critique, enthousiasme et désenchantement (1930-1934)

Martin Heidegger und der Nationalsozialismus (1930-1934): kritische Annäherung, Begeisterung und Enttäuschung

Thomas Rohkrämer (University of Lancaster, UK)

Ein «Pfahl im Fleisch». Heideggers Auseinandersetzung mit dem Nationalsozialismus nach dem gescheiterten Rektorat

Un «pieu planté dans la chair». La confrontation de Heidegger au national-socialisme après l'échec de son rectorat

Vendredi 19 octobre 2018 / Freitag, 19. Oktober 2018

9 heures 30 – 12 heures 30 / 9 Uhr 30 – 12 30 Uhr

Atelier 2 / Sektion 2

Présidence / Moderation Jérôme Vaillant

Journalistes et publicistes / Journalisten und Publizisten

Alfred Pfabigan (Wien - CEGIL)

Karl Kraus in den 1930er Jahren

Karl Kraus dans les années 1930

Uwe Puschner(FU Berlin – CEGIL)

Erwin Weber: Zwölf Jahre Nationalsozialismus, 1945

Erwin Weber: *Douze ans de national-socialisme – 1945*

Joris Lehnert (Universität Rostock)

Waldemar Gurian :Ambroise et le « bolchévisme brun »

Waldemar Gurian: Ambrosius und der «braune Bolschewismus»

14 heures / 14 Uhr

Discussion finale/abschließende Diskussion

Olivier DARD / Michel GRUNEWALD / Uwe PUSCHNER

Joël Mouric

Une catastrophe pour l'Europe» : Raymond Aron face au national-socialisme 1930-1955.

La confrontation avec le national-socialisme dans les dernières années de la République de Weimar et jusqu'aux premiers mois du III^e Reich a été déterminante dans la vocation de Raymond Aron comme philosophe politique et sociologue. Cette étude prend pour point de départ mars 1930, alors qu'Aron, jeune normalien, arrive à Cologne et y assiste, en septembre, au succès électoral des nationaux-socialistes. En 1955, il considère qu'un règlement provisoire de la question allemande met fin à la période de conflit et d'instabilité consécutive aux entreprises nazies.

De 1930 à 1933, le national-socialisme est pour le jeune Aron une expérience vécue. Arrivé en 31 à Berlin, il voit la ferveur des foules, écoute Hitler, Goebbels, assiste à un autodafé en compagnie de Golo Mann. Cette expérience produit une conversion : jusque-là pacifiste, tout imprégné des idées d'Alain, Aron voulait contribuer à la réconciliation franco-allemande. Il baignait dans le milieu intellectuel de la *Verständigung*, notamment à travers sa participation aux décades de Pontigny. A partir de 1932, ses écrits et déclarations mettent en avant le réalisme et la prudence.

Revenu en France, Aron n'allait plus remettre les pieds en Allemagne avant 1945. Deux phases émergent dans cet intervalle : pendant la première, jusqu'en 38, il se consacre en priorité à sa thèse. Son interprétation du national-socialisme en reconnaît le caractère authentiquement révolutionnaire, ce qui contribue à séparer Aron de la gauche à laquelle il continue pourtant d'adhérer. Il est ainsi amené à faire la différence entre révolution et émancipation ; il affirme qu'une révolution antiproletarienne est possible et l'explique par une analyse sociologique des réalités allemandes. Il résulte aussi de cette interprétation que le mouvement nazi est plus antilibéral qu'antidémocratique, puisque le national-socialisme se présente comme l'expression authentique du peuple et de la communauté nationale. Autre élément de sa compréhension du national-socialisme : la notion de « religion temporelle » ou « religions séculières ». Loin des réflexions de Voegelin, il s'agit d'une idée inspirée par Henri de Man, qui l'appliquait à l'idéologie marxiste. De Man s'appuyait lui-même sur Sorel. La notion de mythe politique allait ensuite tenir une place importante dans la pensée politique d'Aron. Enfin, Aron voyait dans le national-socialisme un machiavélisme moderne, en s'appuyant sur le *Traité de sociologie générale* de Pareto, qui lui fournissait un modèle pour comprendre le jeu d'élites cyniques ainsi que les ressorts des idéologies. Proche d'Elie Halévy entre 34 et la mort de ce dernier en 37, Aron se rapprocha par là même de positions libérales. Il reprit d'Halévy le concept de totalitarisme pour désigner les trois régimes fasciste, communiste et national-socialiste.

Vient ensuite le temps de l'engagement : Aron participe au colloque Lippmann à Paris à l'été 38 ; il exhorte en juin 39 les citoyens des démocraties libérales à « être capables des mêmes vertus » que ceux des Etats totalitaires. Il ne commente alors quasiment pas l'actualité. Rien ne permet de dire qu'il ait lu *Mein Kampf* avant 38. Mais sa correspondance, notamment avec Alfred Fabre-Luce (alors rallié au PPF de Doriot) et le père Gaston Fessard montre son « désespoir de citoyen ». Il vit venir la défaite et redoutait aussi une subversion (« hitlérisation ») de la France républicaine. Pendant la guerre, exilé à Londres et rédacteur en chef de *La France libre*, il poursuit ses analyses sur le national-socialisme comme machiavélisme moderne ou religion séculière, mais prend particulièrement pour cible les justifications de l'impérialisme allemand. Il démonte ainsi la propagande de Goebbels fondée sur le mythe européen, mais s'en prend particulièrement aux arguments de Carl Schmitt sur le « grand espace ». A l'idée d'empire tyrannique – Aron considérant que les nazis ont privé la notion d'empire de la dimension spirituelle qui lui était auparavant associée –, il opposait le combat des Nations unies, la nation étant à ses yeux la forme politique caractéristique de l'Europe. Parallèlement, les années de guerre sont aussi l'origine de la pensée stratégique d'Aron qui, par l'intermédiaire de Stanislas Szymonzik, découvre Delbrück et à travers lui Clausewitz. Deux aspects du conflit le fascinent : d'une part la dynamique de la guerre totale, l'ascension aux extrêmes, dont il accuse Hitler et Goebbels, mais dont il n'exempte pas les Alliés ; d'autre part l'avenir de l'Europe, que l'aventurisme nazi laisse dévastée et désemparée, peut-être mûre pour de nouvelles tyrannies. Mais il n'a alors rien écrit sur le génocide.

Après 45, vient le temps de la méditation. Aron est convaincu que la défaite nazie marque la fin de l'impérialisme allemand. Il veut saisir la nouvelle occasion d'une réconciliation et participe à la politique culturelle de dénazification mise en place dans la ZOF. Son engagement anticommuniste est nourri par son expérience du nazisme sans qu'il ait jamais considéré celui-là comme aussi dangereux que celui-ci. D'abord sceptique sur les chances de la démocratie de Bonn, Aron voit avant tout la soviétisation de la zone soviétique puis l'utilisation par Staline de l'idée nationale allemande contre les Occidentaux. C'est pourquoi il s'efforce de convaincre les Allemands de l'Ouest des vertus de l'intégration européenne, les Français de ne pas assimiler l'Allemagne au nazisme : Auschwitz ne condamnait pas l'idée d'un Etat-nation allemand réunifié. Après le 17 juin 53 et l'échec de la CED, l'intégration de la RFA à l'Alliance atlantique assuraient une stabilité provisoire. C'est le moment où Aron, dans *Espoir et peur du siècle*, loue parallèlement la RFA comme une démocratie apaisée, et Clausewitz comme théoricien de la limitation de la guerre, donc dans une perspective diamétralement opposée à l'expérience hitlérienne.

*

* *

Seine Auseinandersetzung mit dem Nationalsozialismus von den letzten Jahren der Weimarer Republik bis zu den ersten Monaten des „Dritten Reiches“ war vor dem Hintergrund des Selbstverständnisses Raymond Arons als politischer Philosoph und Soziologe entscheidend. Dieser Beitrag setzt im März 1930 ein, als der junge Aron in Köln ankam. Dort erlebte er im September den Sieg der Nationalsozialisten bei den Reichstagswahlen. Im Jahre 1955 war er der Ansicht, die deutsche Frage wäre vorübergehend geregelt, so dass die Zeit der vom Nationalsozialismus ausgelösten Konflikte und der Unstetigkeit zu Ende waren.

Von 1930 bis 1933 war der Nationalsozialismus für den jungen Aron eine Lebenserfahrung. 1931, nach seiner Ankunft in Berlin, beobachtete er die Leidenschaft der Massen, konnte er Hitler und Goebbels erleben, wohnte er zusammen mit Golo Mann einer Bücherverbrennung bei. Aus dieser Erfahrung entstand eine Bekehrung. Aron war früher Pazifist gewesen, durch und durch von den Ideen Alains geprägt. Er wollte die deutsch-französische Aussöhnung fördern, bewegte sich in den intellektuellen Kreisen, die sich der deutsch-französischen Verständigung verschrieben hatten, wie seine Teilnahme an den Dekaden von Pontigny bezeugt. Von 1932 an traten Realismus und Vorsicht in den Vordergrund seiner Schriften und Äußerungen.

Im Sommer 1933 kehrte er nach Frankreich zurück, ohne bis 1945 Deutschland nochmals zu besuchen. Diese Zwischenzeit zerfällt in zwei Teile. Zuerst, bis 1938, widmete er sich vor allem seiner Dissertation. Den Nationalsozialismus deutete er als revolutionär, was Aron von der Linken trennen sollte, obwohl er sich immer noch zu ihr bekannte. So mußte er zwischen Revolution und Befreiung unterscheiden. Er betonte die Möglichkeit einer antiproletarischen Revolution und begründete sie mit Hilfe einer soziologischen Analyse der deutschen Gesellschaft. Daraus ergab sich, daß die NS-Bewegung mehr antiliberal als antidemokratisch war. Der Nationalsozialismus stellte sich als der berufene Vertreter des Volkes und der nationalen Gemeinschaft dar. Ein anderer Aspekt der Aronschen Deutung des Nationalsozialismus faßt der Begriff „weltliche Religion“, später „säkulare Religion“. Dieser Begriff hatte zum Denken Erich Voegelins keine Beziehung. Er kam eher von Hendrik de Man, der ihn im Bezug zur marxistischen Ideologie entwickelt hatte. De Man selbst war von Sorel beeinflusst worden. Der Begriff vom „politischen Mythos“ wurde danach wichtig im politischen Denken Arons. Nicht zuletzt sah Aron im Nationalsozialismus einen modernen Machiavellismus. Hierfür griff er auf das *Trattato di sociologia generale* von Vilfredo Pareto zurück. Darin fand er ein Vorbild, um sowohl das Spiel zynischer Eliten als auch das Wirken der Ideologien zu verstehen. Dann näherte sich Aron dem liberalen Historiker Elie Halévy und dessen politischen Ideen an. Von Halévy übernahm er den Begriff Totalitarismus, um die faschistischen, nationalsozialistischen und kommunistischen Regime zu benennen. Nach dem Tode von Halévy (1937) folgte die Zeit des politischen Engagements. Aron nahm am Lippmann Kolloquium im Sommer 1938 in Paris teil. Im Juni 1939 appellierte er an die Bürger der liberalen Demokratien, dieselben Tugenden zu pflegen wie die Bürger totalitärer Staaten.. Zu dieser Zeit kommentierte er die Nachrichten nicht. Es bleibt unsicher, ob er *Mein*

Kampf vor dem Jahr 1938 gelesen hatte. Doch zeigt seine Korrespondenz mit Alfred Fabre-Luce (der sich der faschistischen PPF von Doriot angeschlossen hatte) und dem Jesuitenpater Gaston Fessard seine „Verzweiflung als Bürger“. Er hatte die Niederlage von 1940 vorausgesehen, fürchte aber auch eine Gefährdung der französischen Republik durch den Nationalsozialismus.

Während des Krieges, im Londoner Exil, entwickelte er als Chefredakteur der Zeitschrift *La France libre* seine Überlegungen zum Nationalsozialismus weiter. In den Vordergrund seiner Schriften traten jetzt Angriffe gegen den deutschen Imperialismus und dessen Rechtfertigungen. Er intervenierte gegen die Propaganda von Josef Goebbels, der den Mythos Europa für die NS-Ideologie vereinnahmte. Noch heftiger bekämpfte er das Denken von Carl Schmitt, der eine neue „Großraumordnung“ zu legitimieren versuchte. Der Idee eines tyrannischen Reiches – seiner Meinung nach hatten die Nazis dem Reichsbegriff die spirituelle Dimension entzogen, die er früher beinhaltete – setzte Aron den Kampf der Vereinten Nationen entgegen, da er der Ansicht war, die Nation sei die politische Eigentümlichkeit Europas.

Darüberhinaus wurden auch die Kriegsjahre zur Quelle des strategischen Denkens Arons. In London begegnete er Stanislas Szymonzik, einem ehemaligen Kommunisten, der ihn in die Werke von Delbrück und Clausewitz einführte. Zwei Probleme hörten bis 1945 nicht auf, Aron zu beschäftigen: zum einen die Entwicklung des Krieges zum totalen Krieg, die seines Erachtens ebensowohl Hitler und Goebbels wie den Alliierten zu Last gelegt werden konnte; zum anderen die Frage nach der Zukunft eines verwüsteten und orientierungslosen Europas, das für die Etablierung neuer Tyrannen reif sein könnte. Über den Völkermord hat Aron in der Kriegszeit nicht geschrieben.

Nach 1945 kam die Zeit der Reflektion. Aron war davon überzeugt, die Niederlage des „Dritten Reichs“ bedeutete das Ende des deutschen Imperialismus. Er wollte die Chance einer Aussöhnung sofort ergreifen. Deswegen beteiligte er sich an der Kulturpolitik in der französischen Besatzungszone, beziehungsweise an der Entnazifizierung. Für Aron gab es keine Kollektivschuld. Er versuchte die Westdeutschen davon zu überzeugen, dass ihre Chancen im Westen lagen und im Aufbau einer europäischen Gemeinschaft. Also bemühte er sich in Frankreich die Identifizierung von Deutschland und Nationalsozialismus aufzulösen. Auschwitz bedeutete nicht, dass ein geeinter deutscher Nationalstaat für immer ausgeschlossen wäre. Aus ähnlichen Gründen war sein Engagement gegen den Kommunismus von seiner Erfahrung des Nationalsozialismus beeinflusst, doch ohne dass er jenen für so gefährlich wie den letzteren ansah. Zuerst war er skeptisch gegenüber der Bundesrepublik. Für ihn waren die Sowjetisierung der Ostzone und die Benutzung des deutschen Nationalismus gegen den Westen durch Stalin wichtiger. Aber nach dem 17. Juni 1953, dem Scheitern der EVG und der Integration der BRD im Rahmen der NATO war eine vorübergehende Stabilität entstanden. Und dies war der Zeitpunkt zu dem Aron, in seinem Buch *Espoir et peur du siècle*, die BRD als gemäßigte Demokratie angelsächsischer Prägung lobte, indem er auch Clausewitz als Theoretiker der Mäßigung und der Begrenzung des Krieges pries, also aus einer Perspektive, die zur Hitlerschen Anschauung in diametralem Gegensatz stand.

Monique Mombert

Le projet d'Alfred Döblin après 1945 : restaurer l'humanité

A partir du constat de la déshumanisation du monde, en particulier de l'Allemagne, Alfred Döblin s'employa, de son retour en Europe en 1945 jusqu'à sa mort en 1957, à contribuer à la « ré-humanisation » de l'Allemagne, en rétablissement des individus dans leur humanité. Si cet objectif convergerait avec celui du Gouvernement militaire français qui l'employait, Döblin ne se contenta pas de mettre sa plume au service de la politique culturelle française, il en fit un engagement personnel. Son œuvre tardive a pour thème principal l'existence humaine confrontée au chaos engendré par le national-socialisme et la guerre. Son attitude face à l'Allemagne est faite à la fois d'empathie, voire de pitié devant la misère des gens, et de sévérité quand il s'agit des crimes commis par les dirigeants et par le peuple, qu'il ne dédouane pas de sa responsabilité. Le discours est analytique pour le passé, qu'il décrit en termes historiques ou au moyen de métaphores biologiques ou psychiatriques (rappelons que Döblin était médecin) ; poétique, quand il met en scène le retour des Allemands, séparés d'eux-mêmes et donc aliénés, vers leur nature humaine, faite de morale, de raison, et d'une ouverture à la transcendance. Les notions de culpabilité et d'expiation sont essentielles dans le processus qu'il espère voir s'engager. Une fois le peuple allemand désaliéné, libéré de ses illusions, la « conversion » et la « rédemption » du peuple allemand garantiraient un avenir de paix, ce qui l'autorise, en 1946, à présenter une vision optimiste de l'avenir. Quand les Allemands reconnaîtront leur implication morale et accepteront d'être vaincus, à terre, ils auront le courage de revenir à soi et préféreront une nouvelle organisation de la société plutôt qu'être une grande puissance. Ils seront enfin libres : « Wir sind geschlagen. Wie liegen danieder. Fassen wir Mut zu uns. Nicht mehr Großmacht, nicht mehr Macht wollen wir, sondern – neue Einrichtungen unserer Gesellschaft. Nach Jahrhunderten endlich – deutsche Freiheit ! » (in Hans Fiedeler, « Der Nürnberger Lehrprozess », *KS IV* 216).

Il reprend l'analyse du national-socialisme dans ses aspects de racisme, d'antisémitisme, de dictature allant jusqu'au terrorisme, qu'il avait entreprise dès les années 1920. La brochure *Der Nürnberger Lehrprozess* en donne un condensé. Le national-socialisme s'inscrit dans l'évolution d'une histoire allemande qui produit des sujets soumis et sans volonté politique ; la disposition mystique inhérente au peuple allemand se trouve à partir du XIXe siècle en conflit avec la militarisation et l'orientation pratique et matérialiste qui sont imposés par les classes dirigeantes. Döblin caractérise ce conflit de trouble de la personnalité, de « schizophrénie nationale », que les nazis sauront instrumentaliser en agissant sur les masses par la brutalité, le mensonge, les promesses illusoires, et l'antisémitisme en guise d'idéologie.

Pour la remédiation morale des Allemands, il faut que justice soit rendue au nom des victimes innombrables de ce régime, que la responsabilité et la culpabilité soient reconnues et assumées, que le verdict de l'histoire soit accepté. Döblin se voit non pas en procureur, mais en « révélateur » (« Aufklärer ») et accoucheur de la prise de conscience, première étape de ce processus, qui engage le travail de mémoire et le deuil salvateurs, à condition de vaincre les résistances des Allemands. S'ils ne se laissent pas atteindre par l'exposé objectif des faits, la prise de conscience peut advenir grâce aux artifices de l'art, capable de provoquer un choc affectif, une catharsis. C'est l'effet que tente de provoquer chez un colonel impénitent et cynique, qui reste figé dans l'arrogance, la haine et le

ressentiment, le juge-poète de *Der Oberst und der Dichter*, en faisant surgir des images issues de la mythologie. Reste la dimension de transcendance autour de laquelle Döblin, depuis longtemps obsédé par les questions spirituelles et converti au catholicisme en 1941, articule sa conception de la rédemption. L'échec partiel du juge-poète est expliqué par Dieu lui-même, dans l'épilogue du récit, par la dimension uniquement séculière de sa stratégie. Car Dieu n'accordera la paix qu'aux hommes qui combattent pour son règne sur terre (« [...] die für Meine Herrschaft auf Erden fechten [...]. Ihnen will Ich den Frieden schenken, an den kein irdischer Plan und keine Eroberung führt », (*Der Oberst und der Dichter*, 116). Sans être apologétique, la dimension spirituelle, voire religieuse de l'œuvre tardive ne peut être ignorée ; la ré-humanisation est conditionnée par l'acceptation, avec humilité, d'une puissance supérieure, qui donne sens à la destinée humaine et la sauve du désespoir : « [...] ein Nichts bist Du. Aber ein Etwas ist da, das ist, und mit Ihm bist auch Du etwas. » (*SM*, 66).

Le projet humaniste de Döblin rejoignait la politique culturelle de son employeur, le Gouvernement militaire français en Allemagne, qui comptait sur la littérature et l'éducation, dans un premier temps pour la « rééducation » des Allemands, et par la suite, pour l'intégration de la République fédérale dans le « concert des nations ». Döblin resta impliqué dans cette politique par la revue *Das Goldene Tor* et l'Académie des sciences et de la littérature de Mayence, dont il fut un membre fondateur. En outre, il tenait une chronique radiophonique au Südwestfunk, qui portait le titre « Kritik der Zeit ».

Ses textes autobiographiques attestent pourtant de son sentiment d'échec, face au déni, au refoulement, à l'amnésie. Sa déception est encore renforcée par la remilitarisation de la RFA. Comme une anticipation de l'ouvrage de Alexander et Margarete Mitscherlich, « Die Unfähigkeit zu trauern » (1967), il écrivait en 1951 que rien n'avait changé en Allemagne, si ce n'est qu'on avait chassé Hitler ; les leçons n'avaient pas porté, estimait-il, et ne porteraient pas avant longtemps, et il concluait, en usant d'une formule argotique, que l'ambiance y était très mauvaise: « Man hat nichts gelernt und es ist alles, bis auf die Vertreibung von Hitler, gleich geblieben. Man wird hier ungeheuer lange nichts anderes kennen. [...] hier herrscht sehr dicke Luft » (*Briefe*, 431).

Alfred Döblin (1878-1957) après 1945.

Emigré depuis 1933 à Paris puis en Californie, Döblin, qui a la nationalité française depuis 1936, revient en Europe dès octobre 1945. Hébergé avec sa famille à Paris par le germaniste Ernest Tonnelat, il entre rapidement en contact avec le ministère de l'Éducation, qui le recrute pour une fonction de chargé de mission au Bureau des Belles-Lettres à la Direction de l'Éducation publique du Gouvernement militaire en Zone française d'occupation (GMZFO) à Baden-Baden, dirigée par Raymond Schmittlein, germaniste et responsable de l'éducation et plus largement de la politique culturelle du GMZFO. Contre l'avis de son ami Robert Minder, il prend son service en novembre 1945 ; son rôle, modeste, est de traiter les demandes de licence et de donner un avis motivé pour la publication, sans influence sur la décision finale. En même temps, il est chargé de contribuer au renouveau littéraire et intellectuel allemand. Il lance la revue *Das Goldene Tor* (1/10/1946), et participe à l'organisation de l'Académie des sciences et littérature de Mayence (juillet 1949). A cela s'ajoutent ses interventions régulières au Südwestfunk, sous le titre « Kritik der Zeit », et une activité de conférences dans toute l'Allemagne. A partir de 1949, il vit entre Paris et Mayence, jusqu'à ce que sa santé déclinante lui impose de nombreux séjours en clinique à partir de 1952. Il meurt à Emmendingen (Bade) le 26 juin 1957. Il est enterré à Housseras, un village des Vosges où son fils Wolfgang, soldat français, s'est suicidé à l'entrée des troupes allemandes en 1940.

Corpus : l'œuvre tardive d'Alfred. Döblin

La contribution s'appuie sur une sélection de fiction, essais, écrits autobiographiques, correspondance, articles de presse.

Ouvrages cités : Ausgewählte Werke in Einzelbänden, Walter Verlag, ou DTV (qui reprend la pagination et les notes de l'édition critique), sauf *Der unsterbliche Mensch* Freiburg, Herder, 1959 et *Unsere Sorge der Mensch*, München, Karl Alber 1948.

Schicksalsreise, SR ; « Journal 1952/53 » et « Trauer über Trauer », in *Schriften zu Leben und Werk* (SLW), 340-462 ; correspondance in *Briefe*, et *Briefe II* (Br., Br. II).

« Der Nürnberger Lehrprozess » 1946 (NL, pseudonyme Hans Fiedeler, in *Kleine Schriften IV* (KS IV), 170-216 ; « Die Fahrt ins Blaue » 1946, in KS IV, 217; « Sie hätten Chancen gehabt », in *Schicksalsreise* (SR), 322 ; *Der Oberst und der Dichter oder Das menschliche Herz* 1946 (OD) ; *Der unsterbliche Mensch* 1946 (UM) ; *Unsere Sorge der Mensch* 1948 (SM). Emissions du Südwestfunk, in *Kritik der Zeit* (KZ) ; « Die literarische Situation » 1947 , in *Schriften zur Politik und Gesellschaft*, (SPG), 423-438.

Consultation de la revue *Das Goldene Tor* (GT).

Ne sont pas pris en compte les grands romans, *November 1918* ; *Amazonas* ; *Hamlet oder die lange Nacht nimmt ein Ende*.

*

* *

Ausgehend von der Feststellung der Entmenschlichung der Welt, insbesondere Deutschlands, versuchte Alfred Döblin, von seiner Rückkehr nach Europa 1945 bis zu seinem Tod 1957, zur Wiederherstellung der Humanität (Menschheit und Menschlichkeit) beizutragen. Wenn dieses Ziel auch von der französischen Besatzungsmacht verfolgt wurde, für die er arbeitete, begnügte er sich nicht damit, sich in den Dienst deren Kulturpolitik zu stellen, sondern er engagierte sich für diese « Re-Humanisierung ». Das menschliche Dasein im Chaos, das der Nationalsozialismus und der Krieg hinterlassen hatten, bildet das zentrale Thema seines Spätwerks. Seine Behandlung von Nachkriegsdeutschland verbindet Empathie, sogar Mitleid für die materielle und moralische Not der Menschen, mit Unerbittlichkeit für die Verbrechen der Mächtigen aber auch des Volks, das er nicht von seiner Verantwortlichkeit freispricht.

Der Arzt Döblin will nicht als Ankläger, sondern als Aufklärer wirken. Wenn er die deutsche Entwicklung schildert, ist der Diskurs analytisch und historisch. Oft bedient er sich biologischer und psychiatrischer Metaphern. Poetisch geht er vor bei der Inszenierung, wie die in sich gespaltenen und

einem Wahn verfallenen Deutschen zu ihrer aus Moral, Vernunft und Gefühl bestehenden Menschlichkeit zurückfinden. Das Gelingen dieses Vorgangs hängt aber davon ab, ob das deutsche Volk bereit zur Umkehrung ist, und sich seiner heutigen Lage fügt, um sich innerlich zu befreien. Unter dieser Bedingung erst kann die Zukunft Deutschlands mit Optimismus antizipiert werden: « Wir sind geschlagen. Wie liegen danieder. Fassen wir Mut zu uns. Nicht mehr Großmacht, nicht mehr Macht wollen wir, sondern – neue Einrichtungen unserer Gesellschaft. Nach Jahrhunderten endlich – deutsche Freiheit ! » (in Hans Fiedeler, « Der Nürnberger Lehrprozess », *KS IV* 216).

Döblins Kritik des Nationalsozialismus knüpft an seine frühere Auseinandersetzung mit Rassentheorie, Antisemitismus und Diktatur an. Die Broschüre *Der Nürnberger Lehrprozess* (1946) gibt davon eine Zusammenfassung. Der Nationalsozialismus ist das Ergebnis einer Entwicklung, die Untertanen, Menschen ohne politischen Willen produziert. Zwischen dem Hang zur Mystik des deutschen Volks und der seit dem 19. Jahrhundert von den führenden Schichten gewollten praktischen Orientierung ist ein Zwiespalt entstanden, den Döblin als « Zerfall der Persönlichkeit », als « nationale Schizophrenie » bezeichnet. Die Nazis wussten diesen Zustand auszunutzen, indem sie die Massen mit Bürgerkrieg, Lügensystemen und Antisemitismus in ihren Bann schlugen. Statt der versprochenen « besseren Gesellschaft » war ihr Staat aber « keine Wohnstätte für Menschen, sondern ein Zertrümmerungsinstrument » (« Nürnberger Lehrprozess » *KS IV* 208).

Die Grundlage des Heilungsprozesses bildet das Bewusstwerden, was durch Abwehr und Amnesie verhindert wird. Letztere abzubauen erfordert einen Schockeffekt, den Döblin vom Einsatz der Kunst, bzw. der Dichtung erwartet. Der Versuch einer derartigen Katharsis wird in der Erzählung *Der Oberst und der Dichter* dargestellt. Der Richter, zugleich Dichter, versucht inmitten der Ruinen einer Stadt mit mythischen Bildern bei einem arroganten, verstockten und zynischen Oberst Mitgefühl, Trauer und Reue zu erwecken. Da er zumindest halbwegs scheitert, und der Weg nach innerem Frieden weiterhin abgesperrt scheint, kommt von Gott die Verkündung, dass sein Friede denen zuteil wird, die « für [S]eine Herrschaft auf Erden fechten ». Hier tritt die religiöse Dimension des Spätwerks hervor: Die angestrebte Humanisierung baut auf einer Besinnung auf den « Urgrund », auf eine höhere Instanz. Tritt der Mensch mit Demut vor diese Instanz, so bekommt sein Leben einen Sinn, dadurch wird er gerettet vor der Verzweiflung: « [...] ein Nichts bist Du. Aber ein Etwas ist da, das ist, und mit Ihm bist auch Du etwas. » (*SM*, 66).

Bis auf diesen letzten Aspekt teilte Döblin die Ziele der Direction de l'éducation, was Kulturpolitik und Umerziehung anbelangte. Er blieb auch nach Gründung der Bundesrepublik mit der französischen Kulturpolitik verbunden, als Leiter der Zeitschrift *Das Goldene Tor* und als Mitbegründer der Mainzer Akademie der Wissenschaften und der Literatur. Aus der Retrospektive war er der Ansicht, mit seinem Projekt der Re-Humanisierung gescheitert zu sein. In den letzten Lebensjahren beobachtete er die später von Alexander und Margarete Mitscherlich beschriebene « Unfähigkeit zu trauern » (1967) : « Man hat nichts gelernt und es ist alles, bis auf die Vertreibung von Hitler, gleich geblieben. Man wird hier ungeheuer lange nichts anderes kennen. [...] hier herrscht sehr dicke Luft », schrieb Döblin 1951 (*Briefe*, 431).

Aus der Döblin-Chronik 1945-1957

Im Oktober 1945 mit seiner Familie aus der Emigration in Kalifornien zurückgekehrt fand Alfred Döblin, seit 1936 französischer Staatsbürger, in Paris eine Unterkunft bei dem Germanisten Ernest Tonnelat, der ihm gemeinsam eine Dienstbesprechung im Ministère de l'éducation vermittelte. Dort wurde er als Chargé de mission im Bureau des Belles Lettres eingestellt, ein Ressort der vom Germanisten Raymond Schmittlein geleiteten Direction de l'éducation. Sein Dienst bestand darin, vorgelegte Manuskripte zu begutachten, und darüber hinaus, der Wiedergeburt des deutschen Geisteslebens beizutragen, wozu die am 1.10.1946 erschienene Zeitschrift *Das Goldene Tor*, sowie Sendungen im Südwestfunk und verschiedene Konferenzen dienen sollten. Ab 1949 lebte er als Vizepräsident der Mainzer Akademie abwechselnd in Mainz und Paris, bis sein Gesundheitszustand längere Klinikaufenthalte erforderte. Er starb am 26. 06. 1957 in Emmendingen (Baden) und wurde in Housseras (Vogesen) beigesetzt, wo sein Sohn Wolfgang als französischer Soldat beim Herannahen der deutschen Truppen 1940 Selbstmord begangen hatte.

Corpus

Schicksalsreise (SR); « Journal 1952/53 » und « Trauer über Trauer », in *Schriften zu Leben und Werk* (SLW), 340-462. *Briefe* und *Briefe II* (Br., Br. II). « Der Nürnberger Lehrprozess » 1946 (NL, Pseudonym Hans Fiedeler, in *Kleine Schriften IV* (KS IV), 170-216 ; « Die Fahrt ins Blaue » 1946, in KS IV, 217; « Sie hätten Chancen gehabt », in SR, 322 ; Sendungen im Südwestfunk, in *Kritik der Zeit* (KZ) ; « Die literarische Situation » 1947 , in *Schriften zur Politik und Gesellschaft*, (SPG), 423-438. *Der Oberst und der Dichter oder Das menschliche Herz* 1946 (OD).

Alle : Werkausgabe Olten, Walter Verlag, und, textidentisch, München, dtv.

Der unsterbliche Mensch 1946 (UM), Freiburg, Herder, 1959 ; *Unsere Sorge der Mensch* 1948 (SM), München, Karl Alber 1948.

Das Goldene Tor (GT).

Nicht im Corpus, die Romane *November 1918* ; *Amazonas* ; *Hamlet oder die lange Nacht nimmt ein Ende*.

Jérôme Vaillant

Edgar Morin, penseur « complexe » de l'Allemagne post-nationale-socialiste

Les deux livres d'Edgar Morin consacrés à l'Allemagne après 1945 ont à juste titre retenu l'attention : *L'an zéro de l'Allemagne*, publié en 1946 à Paris aux Editions de la cité universelle, maison d'édition fondée en 1945 par Robert Antelme et Marguerite Duras ; *Allemagne notre souci*, publié un an plus tard aux Editions Hier et Aujourd'hui. Adhérent aux Etudiants communistes clandestins à Toulouse en 1942, puis membre du Mouvement de résistance des prisonniers de guerre et des déportés (MRGPD devenu ensuite le MN(ational)GPD), il est attaché en 1945 à l'Etat-major de la 1^{ère} armée française puis responsable en 1946 du bureau Propagande à la Direction de l'Information du Gouvernement militaire de la Zone française d'occupation (GMZFO). Ses fonctions lui permettent de parcourir l'Allemagne à la fin des combats et dans les premiers mois de l'après-guerre quand l'occupation est encore militaire et ne passe que progressivement à un pouvoir civil.

Les deux livres n'ont pas exactement le même objet d'étude et sont différents dans leur méthode et leur facture. Le premier veut comprendre la mentalité allemande à travers des témoignages et des études publiées par les services de renseignements alliés. Il part d'une interrogation : Comment les Allemands ont-ils pu adhérer au régime nazi ? E. Morin semble adhérer à la thèse de la « culpabilité collective » (« Le pays n'a fait qu'un avec son régime criminel » p. VII) mais il déclare celle-ci « inacceptable pour un marxiste » (p. 79) et lui oppose la thèse autrement plus constructive de la « responsabilité collective ». Phrase décisive dans l'argumentation : « Tant que le peuple allemand n'aura pas le sentiment de sa responsabilité on pourra dire qu'il n'aura pas le sentiment de la culpabilité du régime qui l'a conduit à sa perte. » (p. 99) « Pour l'heure, ajoute-t-il, les Allemands n'ont pas la moindre notion de leur responsabilité, des nécessités de la répression et des réparations. » (p. 21) mais, « le nazisme n'est plus chez eux une conviction fanatique mais une routine » et cela autorise l'espoir : « L'Allemagne reste encore disponible » (p. 22), elle a d'ailleurs ses propres forces antifascistes avec lesquelles il doit être possible de construire une autre Allemagne.

E. Morin adopte la ligne de compréhension soviétique de l'Allemagne nazie, comme le laisse entendre le titre du chapitre II : *Les forces antifascistes allemandes, seul espoir*. Il n'hésite pas, dans ce contexte, à minimiser les atrocités et les viols reprochés aux Russes qu'il réduit à des rumeurs (« Il y a une comédie autour des atrocités bolcheviques » (p. 59), puisque il faut que l'exemple vienne de la zone soviétique. Il ne s'agit certes pas de prôner dans l'Allemagne d'après 1945 la révolution bolchevique mais d'y réaliser le socialisme en provoquant l'alliance de toutes les forces antifascistes. C'est le point de vue adoptée par l'URSS et le KPD (cf. p. 256).

Le ton du deuxième ouvrage, *Allemagne, notre souci* est fort différent. Dans les premières pages E. Morin décrit de façon savoureuse Baden-Baden, la capitale de la ZFO, et sa faune du personnel d'occupation fortement teinté de vichysme. C'est moins de l'Allemagne qu'il est question que de la politique allemande de la France et de sa politique d'occupation en ZFO. « C'est Vichy la cause première de l'incohérence administrative. C'est Vichy qu'il faut abattre. » (p. 59). La conclusion est que les forces de l'impérialisme préparent l'éternel retour,

mais cela ne doit pas être fatal. Pour éviter cette fatalité, E. Morin préconise un 89 qui profite de l'expérience de 1917 (liquidation des monopoles capitalistiques et démocratie populaire sur le modèle soviétique) pour que la France, encerclée au sud par Franco et à l'est par une « Allemagne encore nazifiée » soit libre. (p. 255)

En 2013, Edgar Morin a publié au Cherche Midi ce que l'on pourrait appeler ses mémoires berlinoises sous le titre de *Mes Berlin 1945-2013*. Il y passe en revue les années d'après-guerre à la lumière de l'histoire des décennies qui ont suivi et livre une clé d'explication à son expérience de l'Allemagne en l'an zéro : « Après 1933, puis devant l'occupation de la France, ni le nazisme ni l'antisémitisme n'avaient occulté en moi, écrit-il, cette Allemagne humaniste et universaliste qu'il aimait ». Il voyait dans le nazisme comme un cancer ravageant l'être aimé. Il est ainsi devenu à la fois antifasciste et antistalinien. Il fonde ainsi sa double appartenance de membre secret du parti communiste et de membre dirigeant d'un mouvement de résistance « gaulliste ». Sans doute minimise-t-il son engagement communiste, ayant quitté puis été exclu en bonne et due forme du PCF en 1951, sans oublier toutefois que son livre *L'an zéro de l'Allemagne* a été publié en RDA et tiré à 50.000 exemplaires dans une version expurgée parce qu'il y évoquait les viols commis par l'armée rouge (cf. supra !). Le thème central du livre était qu'il y « récusait toute culpabilité du peuple allemand ». Sans doute, mais son approche de la question y était plus complexe et plus ambivalente voire ambiguë. Il reste vrai toutefois que ce qui importe à E. Morin, c'est de fonder une autre « collaboration franco-allemande » que celle que la France a connue sous l'occupation pour extirper les racines du nazisme en Allemagne et favoriser les efforts des Allemands démocrates (Cf. son appel publié dans le premier numéro de *Die Weltbühne* en 1946).

Les prises de position a posteriori étonnent à l'occasion. Les convictions nazies de Heidegger n'auraient été que passagères, E. Morin se félicite « d'avoir tendu la main à ce philosophe maudit ». Le vocabulaire étonne également parfois en raison des concepts qu'il recouvre. Choqué par la division de Berlin et de l'Allemagne il voit y naître deux « nations » dès 1949 quand RFA et RDA ne parlent encore que d'Etats à des degrés divers de développement, sans parler de leur reconnaissance réciproque. On serait tenté de retrouver dans cette approche de la question difficile de la perdurance ou non d'une seule nation allemande une résurgence du modèle d'interprétation soviétique sans vouloir dénier à E. Morin la probité et la sincérité de ses engagements. C'est à une vision complexe de l'Allemagne qu'il nous invite au nom d'une personnalité également complexe à laquelle il est possible d'être en même temps l'un et l'autre.

*

* *

Die beiden unmittelbar nach 1945 veröffentlichten Bücher von Edgar Morin über Deutschland haben zu Recht Aufmerksamkeit auf sich gezogen. *L'an zéro de l'Allemagne* (Deutschlands Jahr Null) wurde 1946 in den Editions de la cité universelle in Paris veröffentlicht, einem Verlag, der 1945 von Robert Antelme und Marguerite Duras ins Leben gerufen wurde. Das zweite Buch erschien ein Jahr später im Verlag Hier et Aujourd'hui unter dem Titel *Allemagne notre souci* (Deutschland, unsere Sorge). E. Morin trat 1942 in Toulouse dem

Kommunistischen Studentenverband im Untergrund bei und wurde auch Mitglied in der Widerstandsbewegung der Kriegsgefangenen und Deportierten (MRGPD, die später in die Nationale Widerstandsbewegung einging). 1945 wurde er dem Stab der 1. Französischen Armee, dann dem Büro für Propaganda in der Informationsabteilung der französischen Militärregierung in der Französischen Besatzungszone zugeteilt. Sein Amt erlaubte es ihm, Deutschland in der Zeit der letzten Kriegshandlungen und in der Frühphase der militärischen Besetzung, dann auch, als die Militärregierung in eine zivile Verwaltung umgewandelt wurde, zu bereisen.

Beide Bücher behandeln nicht das gleiche Thema und unterscheiden sich durch Arbeitsmethode und Diktum. Das erste Buch versucht, die deutsche Mentalität durch Zeugenaussagen aber auch durch Ergebnisse der Nachrichtendienste der Alliierten begrifflich zu machen. Es wirft die Frage auf, wie die Deutschen dem Naziregime trauen konnten. E. Morin scheint zunächst der Kollektivschuldthese beizupflichten z. B. wenn er schreibt, dass « das Land sich mit seinem kriminellen Regime einig war » (S. VII) aber bald erklärt er, diese These sei « für einen Marxisten inakzeptabel ». Ihr setzt er die viel konstruktivere These der « kollektiven Verantwortung » entgegen. Die Argumentation mündet in der Feststellung: « Solange das deutsche Volk sich nicht seiner Verantwortung bewusst ist, kann man sagen, dass es sich die Schuld des Regimes nicht eingestanden hat, das es in den Abgrund geführt hat. » (S. 99) E. Morin hat vorab erklärt, « dass sich z. Zt. die Deutschen ihrer Verantwortungen überhaupt nicht bewusst sind und die Notwendigkeit von Repression und Reparationen nicht einsehen. » (S. 21). Aber « der Nationalsozialismus ist bei ihnen keine Frage einer fanatischen Überzeugung mehr, er ist bloß Routine » (S. 21) und das gebe Anlass zur Hoffnung. Daher « sei es möglich, Deutschland für etwas anderes zu gewinnen. » (S. 22), Deutschland verfüge übrigens über eigene antifaschistische Kräfte, mit denen es möglich sein sollte, ein anderes Deutschland aufzubauen.

E. Morin übernimmt das sowjetische Erklärungsschema, was Nationalsozialismus sei, wie das der Titel von Kapitel II deutlich suggeriert, « die deutschen antifaschistischen Kräfte als einzige Hoffnung ». In diesem Zusammenhang bagatellisiert er die Gräueltaten und die Vergewaltigungen, die den Russen vorgeworfen werden, indem er sie zu Gerüchten degradiert: « die bolschewistischen Gräueltaten sind Anlass für ein miserables Schauspiel » (S. 59). Schließlich soll man sich an der sowjetischen Besatzungszone ein Beispiel nehmen. Sicher geht es nicht darum, in Deutschland nach 1945 einer bolschewistischen Revolution das Wort zu reden aber den Sozialismus durch ein Bündnis aller antifaschistischen Kräfte auf den Weg zu bringen. Das ist genau der von der Sowjetunion und von der KPD vertretene Standpunkt (S. 256).

Tonlage und Thema des zweiten Buches, *Allemagne, notre souci* sind andere. In den ersten Seiten liefert E. Morin ein köstliches Bild von Baden-Baden, der Hauptstadt der ZFO, samt der Fauna des vom Vichy-Regime noch stark geprägten französischen Besatzungspersonals. Es geht weniger um eine Schilderung deutscher Zustände als vielmehr um die Deutschland- und Besatzungspolitik Frankreichs: « Vichy ist der wahre Grund für die chaotischen Zustände in der Verwaltung. Vichy muss gestürzt werden. » Zum Schluss kommt heraus, dass die Kräfte des Imperialismus sich anschicken, ihre rückschrittliche Politik voranzutreiben. Das

muss aber nicht fatalerweise geschehen, wenn man es versteht, sich an 1789 zu halten, aber durch 1917 ausgebessert, d.h. Liquidierung der kapitalistischen Monopole und Volksdemokratie nach sowjetischem Muster. So wird Frankreich, das im Süden durch Franco und im Osten durch « das immer noch nazifizierte Deutschland » umzingelt ist, endlich frei.

2013 hat E. Morin im Verlag Cherche Midi unter dem Titel *Mes Berlin 1945-2013* seine Berliner Memoiren veröffentlicht. Darin lässt er die Nachkriegsjahre im Lichte der Geschichte der darauffolgenden Jahrzehnte Revue passieren und liefert damit einen Schlüssel zum besseren Verständnis seiner Deutschlanderfahrungen im Jahre Null. Er schreibt: « Nach 1933, dann auch angesichts der deutschen Besatzung in Frankreich haben weder Nazismus noch Antisemitismus das Bild des humanistischen und universalistischen Deutschlands, das ich liebte, bei mir verdrängt. » In dem Nationalsozialismus sah er etwas wie ein Krebsgeschwür, das das geliebte Wesen auffraß. So wurde er zugleich ein Antifaschist und ein Gegner des Stalinismus. Damit begründet er seine doppelte Zugehörigkeit einmal als geheimes Mitglied der KP und zum anderen als führendes Mitglied einer « gaullistischen » Widerstandsbewegung. Sicher spielt E. Morin 2013 sein Engagement als Kommunist herunter, da er die KP verlassen hat, die ihn dann 1951 auch offiziell ausgeschlossen hat. Und doch ist sein Werk, *L'an zéro de l'Allemagne*, in der DDR in einer Auflage von 50.000 Exemplaren verlegt worden, wie er selbst schreibt, allerdings in einer gereinigten Fassung, da es über die Vergewaltigungen durch Soldaten der Roten Armee berichtete. Diese Angabe mutet bizarr an, da er im Buch diese Vergewaltigungen bagatellisiert. Nach seinem Dafürhalten war das zentrale Thema seines Buches « die Ablehnung einer deutschen Kollektivschuld ». Es mag sein, seine Herangehensweise an das Thema war doch komplexer und ambivalenter. Es bleibt allerdings auch wahr, dass E. Morin vorschwebte, eine « andere deutsch-französische Kollaboration » zu begründen, die mit der des Vichy-Regimes nichts zutun hatte, denn sie setzte sich zum Ziel, die Wurzeln des Nationalsozialismus zu beseitigen und die Bemühungen deutscher Demokraten zu unterstützen, wie er das in dem auf Französisch verfassten Beitrag « Notre collaboration » im ersten Heft der neu gegründeten Weimarer Zeitschrift *Die Weltbühne* 1946 zum Ausdruck brachte.

Gelegentlich bringen die a posteriori gegebenen Erklärungen den Leser ins Staunen. Das nationalsozialistische Engagement von Heidegger sei nur vorübergehender Natur gewesen, E. Morin freue sich, « diesem verfemten Philosophen die Hand gereicht zu haben ». Der gewählte Wortschatz und die damit gedeckten Begriffe klingen auch manchmal merkwürdig. Sicherlich schockiert E. Morin die Teilung Berlins und Deutschlands aber für ihn entstehen schon 1949 mit der Gründung der Bundesrepublik Deutschland und der DDR zwei « Nationen », in einer Zeit also wo sich beide Länder höchstens als Staaten verschiedenen Grades verstehen und nicht einmal gegenseitig anerkennen. Man ist versucht diese Darstellungsweise der sensiblen Frage nach der Fortdauer einer deutschen Nation oder nicht als ein Wiederauftauchen des sowjetischen Deutungsmusters deutscher Geschichte zu begreifen. Dabei soll nicht die Aufrichtigkeit des Verfassers in Zweifel gezogen werden. Schließlich führt E. Morin seine Leser an eine komplexe Sichtweise Deutschlands heran, die er als komplexe Persönlichkeit liefert, da er einer und zugleich ein anderer sein kann.

Jens Flemming

Karl Jaspers

Der Autor

Als die amerikanischen Truppen in Deutschland einrückten, führten sie „Weiße Listen“ mit sich. Darin waren Personen verzeichnet, die geeignet schienen, an einen demokratischen Neuaufbau mitzuwirken. Für Baden wurde unter anderen der Philosoph Karl Jaspers genannt. Er sei „Nazigegner, obwohl nie politisch tätig“, hieß es. Das entsprach, auf eine Kurzformel gebracht, dem Lebensweg, den Jaspers bis dahin zurückgelegt hatte. Er war Norddeutscher, ein gebürtiger Oldenburger mit protestantischem Hintergrund. Er wuchs in einem liberalen, freisinnigen Elternhaus auf, der Vater war Jurist und Landtagsabgeordneter, die Mutter eine geborene Tantzen, deren Bruder nach dem Ersten Weltkrieg zeitweilig als Ministerpräsident des Landes Oldenburg amtierte. Politik war Jaspers daher nicht fremd, aber er selbst hielt sich fern davon. Er sei „wesentlich unpolitisch“ gewesen, bekannte er in einem für die Amerikaner geschriebenen Lebenslauf, und habe sich auf seine wissenschaftliche Arbeit konzentriert. Von Haus aus Mediziner, habilitierte er sich im Fach Psychologie. 1916 wurde er Professor für Philosophie in Heidelberg. Gemessen an den herkömmlichen Qualifikationswegen der Zunft, war er ein Außenseiter. Die Machtübernahme der Nationalsozialisten 1933 sei für ihn „unerwartet“ gekommen, notierte er rückblickend. 1937 wurde er, weil verheiratet mit einer jüdischen Frau, zwangsweise pensioniert. Er blieb in Heidelberg, hatte nach Kriegsende wesentlichen Anteil am Wiederaufbau der dortigen Universität. Mit zahlreichen Schriften nahm er Stellung zur ‚geistigen Situation‘ und zu den Problemen seiner Zeit. 1948 ging er nach Basel, in Deutschland war er jahrelang so etwas wie eine moralische Instanz.

Die Schriften: Schuld, Universität und Europa

Jaspers war Philosoph. Das prägte naturgemäß den Duktus seiner Auseinandersetzung mit dem Nationalsozialismus. Wer von ihm historisch tief schürfende Untersuchungen des Regimes erwartet, dürfte enttäuscht werden. Jaspers Augenmerk richtete sich nicht auf die strukturellen Gegebenheiten der Diktatur, auf Herrschaftsmechanismen, Strategien der Mobilisierung, auf die Apparaturen der Macht und Prozesse kumulativer Radikalisierung, auf Kontinuitäten und Brüche. Das überließ er den Historikern, die ihrerseits etliche Zeit brauchten, um sich auf derartige Fragen ernsthaft einzulassen. Dies bedeutete jedoch nicht, dass Jaspers den Nationalsozialismus links liegen ließ. Im Gegenteil, hier lag ein Thema, das ihn bis zum Ende seiner Tage immer wieder beschäftigte. Bei seinen zahlreichen Interventionen im Feld der Politik fungierte die NS-Zeit als eine Art Referenzepoche. Über die Wiedervereinigung nachdenkend, meinte er 1960, die Deutschen hätten kein Recht auf nationale Einheit. Das, was im 19. Jahrhundert Sinn gehabt habe und eine Chance gewesen sei, habe das Dritte Reich verspielt: „Nachdem das vorbei ist, hat es keinen Sinn mehr,

deutsche Einheit zu propagieren, sondern es hat nur einen Sinn, daß man für unsere Landsleute (in der DDR) wünscht, sie sollen frei sein!“

Es gebe, schrieb er ein, zwei Jahre nach der Kapitulation, eine Schuld der Deutschen, insoweit sie es zugelassen hätten, dass in ihrem Namen und aus ihrer Mitte heraus beispiellose Verbrechen begangen worden seien: „In allem Handeln ist eine Schuld des Nichtwissens dessen, was zu wissen möglich war.“ In seinem großen, 1946 veröffentlichten Essay über die „Schuldfrage“ unterschied er vier Arten von Schuld: die „kriminelle“, die „politische“, die „moralische“ und die „metaphysische“. Schuld ist, war er überzeugt, keine kollektive, sondern eine individuelle Kategorie. Allein so könne man sich überhaupt mit ihr auseinandersetzen. In politischer Hinsicht müsse man von „kollektiver Verantwortung“ sprechen. Das schloss Fragen der Haftung und der materiellen Wiedergutmachung ein. Moralisch schuldig machte sich jeder, der entgegen der Stimme seines Gewissens geschwiegen und sich unter Verweis auf die vermeintlichen Leistungen des Regimes beruhigt habe. Jaspers schloss sich in diesem Punkt ausdrücklich ein. Aufgabe der Deutschen müsse daher sein, Einkehr zu halten, sich mit Hilfe selbstreflexiver Prüfung bereit zu machen für Umkehr und Erneuerung. Insofern erwartete Jaspers das Heil weniger von kollektiven Mächten und strukturellem Wandel, als vielmehr von der individuellen Fähigkeit der Menschen zur Einsicht und deren Willen, entsprechend zu handeln: „Ohne Reinigung der Seelen keine politische Freiheit“, lautete das Credo. Gewiss, der Nationalsozialismus sei ermöglicht worden durch die „geistige Bereitschaft in allen Kreisen“ der Bevölkerung, aber daraus folge keineswegs, jedwede kulturelle Tradition und Überlieferung der Verdammnis zu überantworten. Darin war Jaspers ganz konform mit manchem seiner Kollegen, soweit diese sich damals überhaupt äußern mochten. Goethe war nach wie vor ein Leitstern, ein Anstoß zur jeweils individuell ins Werk zu setzenden „inneren Revolution“ der Seelen, insofern ein orientierender und identitätspolitischer Rettungsanker im Angesicht der moralischen und materiellen Trümmer, die das Dritte Reich hinterlassen hatte. Im Blick auf solche Überzeugungen wundert es nicht, dass Jaspers den Konzepten einer von oben verordneten Umerziehung mit Skepsis begegnete.

So gesehen war es kein Zufall, dass Jaspers der Wissenschaft und deren institutionellem Ort, der Universität eine hohe Bedeutung beimaß. Soweit wie andere in der Professorenschaft, die sich in der Gewissheit wiegten, die deutsche Universität sei im Kern gesund, ging Jaspers nicht. Er sprach von „Missbrauch“, von unverkennbarer „Leere“ im Wissenschaftsbetrieb der Jahre vor 1933, zugleich aber wies er darauf hin, dass die Instrumentalisierung der Wissenschaft durch die Partei „nur in beschränktem Umfang erreicht“ worden sei. „Es blieb etwas erhalten“, erklärte er im August 1945: „trotz der massenhaften Entlassungen, trotz der Eingriffe in den Unterricht und in die Forschung, trotz der Zerstörung unserer uralten Verfassung und Selbstverwaltung zugunsten eines weltanschaulich und politisch vergifteten, in seinem Wert ständig sinkenden Schulbetriebs.“ Das, was das Regime überdauert habe, gelte es zu stärken, verschüttete Überlieferungen wieder zu erwecken durch eine Rückkehr zu den Wurzeln, zur Idee der deutschen Universität. Geistige Erneuerung hieß für ihn nicht in erster Linie neue Strukturen oder neue Verfassung, sondern zuvorderst Besinnung auf das Ideal der Humboldtschen Universität, zu der jedes einzelne Mitglied der akademischen Gemeinschaft, gleichviel ob Student oder Professor, seinen Beitrag zu leisten hätte. Insofern ging es Jaspers nicht um prinzipielle Neuschöpfung, sondern um Revitalisierung, um, wie er

sagte, eine „konservative Revolution“, wohl zu verstehen in dem Sinne wie Hugo von Hofmannstahl 1927 an der Münchener Universität über „das Schrifttum als geistiger Raum der Nation“ gesprochen hatte.

Auch wenn Jaspers Europa in den Blick nimmt, geht es nicht um institutionell abzusichernde Ordnungen, sondern um Haltungen und Mentalitäten. Auch hier geht es um den „Geist“. Dazu gehört die Einsicht, dass sich Europas Lage in der Welt fundamental verändert hat. „Würde es heute die vereinigten Staaten des kleinen Europa geben, so wären sie vielleicht noch eine gegenüber Amerika und Rußland gleichwertige Macht.“ Unabhängig davon, ob dies wünschbar sei, würde Europa seine Stellung als Machtfaktor durch die Entwicklung aber schon bald wieder verlieren. Denn das „natürliche Wachstum“ der Weltmächte USA und UdSSR würde das „kleine Europa immer kleiner“ werden lassen. Trotzdem dürfe man sich nicht in Phantasien à la Spengler verlieren und den „Untergang des Abendlandes“ beschwören. Vielmehr gelte es, gestützt auf europäische Erfahrung und europäisches Selbstbewusstsein, an einer neuen, die gesamte Welt umspannenden Ordnung zu arbeiten. Voraussetzung dafür sei ein Doppeltes: zum einen „Reinigung der Politik“. Diese habe sich auf die Grenzen ihrer Zuständigkeit zu besinnen und sich von jedem Anspruch auf Totalität zu verabschieden. Zum andern müsse man für eine nachhaltige „Entzauberung der Staatengeschichte“ sorgen. Künftig sollten weder die Größe der Staaten noch die großen Ereignisse im Vordergrund stehen, weder die großen Taten noch der „Mythos von Heerführern und Staatsmännern“. Vielmehr sollte der „Glanz“ auf das fallen, was Jaspers die „Aufschwünge des Menschseins“ nennt. Wir würde heute sagen: Nicht mehr der Staatengeschichte, sondern einer umfassend modellierten Kultur- und Ideengeschichte sollte die Aufmerksamkeit gelten.

Thomas Rohkrämer

Ein „Pfahl im Fleisch“.

Heideggers Auseinandersetzung mit dem Nationalsozialismus nach dem gescheiterten Rektorat

Im Rückblick meinte Heidegger, dass er zwar zunächst den Nationalsozialismus aus Überzeugung unterstützt, aber gleich nach dem Rektorat mit der Bewegung gebrochen und seit 1934 geistigen Widerstand geleistet hätte. Doch der Bruch war nie so klar, wie es diese offizielle Version, an der er und seine Getreuen immer festgehalten haben, suggeriert. Auch wenn er den Nationalsozialismus nach dem Rektorat zunehmend kritisch betrachtete, gab es doch nie einen klaren Bruch oder die Erkenntnis, dass er falsch gehandelt habe. Auch im Rückblick sah Heidegger seinen Einsatz für den Nationalsozialismus nicht als ein schuldhaftes Verhalten, sondern lediglich als einen „Irrtum“, weil er zuviel von Hitler und seiner Bewegung erwartet habe.

Die Auseinandersetzung mit dem Nationalsozialismus vollzog sich grob skizziert in den folgenden Schritten:

- Noch 1935 sprach Heidegger von der „innere[n] Wahrheit und Größe“ (Ga 40, 208) der Bewegung.
- In der zweiten Hälfte des Jahrzehnts vermehrten sich die Kritikpunkte, die Heidegger in dem Begriff „Machenschaften“ zusammenfaßte. Der Nationalsozialismus war für ihn nicht länger ein Bruch mit der Moderne, sondern ihre extremste Ausformung mit einer absoluten Dominanz des Willens zur Macht zur Umsetzung der eigenen Zukunftsvision. Doch diese kritische Distanz bedeutete nicht, dass er Widerstand gegen den Nationalsozialismus leistete, denn er glaubte nun an die Notwendigkeit einer apokalyptischen Entwicklung: die Moderne mußte seiner Meinung nach erst voll verwirklicht werden, um einen „neuen Anfang“ möglich zu machen. Während der Westen oder die traditionellen Religionen überaltete Werte hochhielten und damit die Situation verschleierten und bewahrten, bringe der Nationalsozialismus die Moderne zu einem Höhepunkt, an dem ein Umschlag möglich werde. „Rein ‚metaphysisch‘ (d.h. seynsgeschichtlich) denkend habe ich in den Jahren 1930-1934 den Nationalsozialismus für die Möglichkeit in einen anderen Anfang gehalten und ihm diese Deutung gegeben. Damit wurde diese ‚Bewegung‘ in ihren eigentlichen Kräften und inneren Möglichkeiten sowohl als auch in der ihr eigenen Größengebung und Größenart verkannt und unterschätzt. Hier beginnt vielmehr [...] die Vollendung der Neuzeit. [...] Für die Vollendung bedarf es der Entschiedenheit des Historisch-Technischen im Sinne der vollständigen ‚Mobilisierung‘. [...] „Aus der vollständigen Einsicht in die frühere Täuschung über das Wesen und die geschichtliche Wesenskraft des Nationalsozialismus ergibt sich erst die Notwendigkeit seiner Bejahung und zwar aus *denkerischen* Gründen“ (GA 95, 408). Darüber hinaus enthalte, so seine völkisch geprägte Meinung, die griechisch-deutsche Tradition das meiste positive Potential für einen Neuanfang.

- Die Denazifizierung sah er dementsprechend als „eine Tötungsmaschinerie an den Deutschen“ (GA 97, 151), einen Angriff auf sein Denken und im letzten als einen Angriff auf einen „neuen Anfang“.
- Der späte Heidegger verband weiterhin den Nationalsozialismus mit einer allgemeinen Kritik der Subjektphilosophie und der modernen Technik, was er nun als „Ge-stell“ bezeichnete. Er hinterfragte damit nicht seine eigene Philosophie, sondern assoziierte den Nationalsozialismus mit dem, was er als *das* Problem der modernen Existenzform sah: eine Betonung des Menschen und seines Willens zur Macht, statt die eigentliche Aufgabe des Menschen zu ergreifen: zum „Hirten des Seins“ zu werden. Seine Verherrlichung des Deutschen blieb bestehen, trat aber in den Hintergrund. Nun betonte er die Notwendigkeit, die gesamte Moderne zu überwinden, zum Teil immer noch als apokalyptischer Umschlag auf dem Höhepunkt einer entfalteten Moderne, zum Teil aber auch durch die bescheidene Förderung von einem Denken, dass die Welt als einen geheimnisvollen und heiligen Ort erlebt.

Gegenüber der lange weit verbreiteten Meinung, dass das spezifisch Nationalsozialistische durch antimoderne Traditionen geprägt sei, war es m.E. produktiv zu betonen, dass der Nationalsozialismus integraler Bestandteil der Moderne war. Doch die Gleichsetzung aller modernen politischen Systeme von parlamentarischer Demokratie über Stalinismus bis hin zum Nationalsozialismus ist problematisch; Heidegger hat nie den Wert von Demokratie, Gewaltenteilung und Menschenrechten erfasst.

Auch hat die Betonung, dass ein Bruch mit dem Machtdenken hin zu einem Eingebettetsein in der Welt das einzig Entscheidende sei, zu einer Mißachtung des konkreten Leidens und Sterbens von Menschen geführt. So konnte Heidegger vier Jahre nach Holocaust und dem Einsatz von Atombomben in einem Vortrag sagen: „Ackerbau ist jetzt motorisierte Ernährungsindustrie, im Wesen das Selbe wie die Fabrikation von Leichen in Gaskammern und Vernichtungslagern, das Selbe wie die Blockade und die Aushungerung von Ländern, das Selbe wie die Fabrikation von Wasserstoffbomben“ (GA 79, 27). Was ist das für eine Wesensbestimmung, wenn sie nicht technisierte Landwirtschaft von Massenmord und Genozid unterscheiden kann?

*

* *

In hindsight Heidegger said that he had initially supported the Third Reich enthusiastically at first for philosophical reasons, but that he had broken with the movement right after his rectorate and had resisted Nazism from 1934 onwards. But the break was never as clear-cut as he and his followers argued. Although he increasingly saw Nazism in a critical light, he never accepted guilt for his active support of the regime, but merely spoke of an ‘error’ as he had been mistaken in expecting a ‘new beginning from Hitler and the Nazi ‘re-awakening.

Crudely put, Heidegger’s critical engagement with Nazism proceeded along the following steps:

- As late as 1935 spoke of the ‘inner truth and greatness’ (Ga 40, 208) of the movement.
- In the second half of the 1930s, he became more critical of Nazism and came to see it as an expression of ‘Machenschaften’ or machination. National Socialism no longer marked a break with modernity for him, but was seen as its most extreme expression with an absolute dominance of a will to power to change the world according to their own vision of the future. This critical distance did not mean, however, that he rejected Nazism, as he came to believe in the necessity for an apocalyptic historical development: modernity allegedly had to be fully developed before a ‘new beginning’ would become possible. While the West and traditional religion was seen to hinder the development by holding on to outdated values and disguise the existing conditions, Nazism was seen to be the manifestation of the most radical form of modernity, where a turn to a ‘new beginning’ became possible. ‘Thinking “metaphysically”, that is from the perspective of a history of Being, I believed in the years 1930-1934 that National Socialism contained the possibility for a new beginning and gave it this meaning. With this interpretation, I misunderstood and under-estimated this “movement“ in its true power, in its potential and in its own kind of greatness. Here only [...] the completion of modern times is beginning. [...] For this completion it needs the [...] complete “Mobilization“. [...] From the thorough recognition of the earlier deception about the essence and the core historical power of National Socialism follows the necessity to affirm it for philosophical reasons’ (GA 95, 408). Moreover, Heidegger strongly believed in the superiority of his own people; only the Graeco-German tradition allegedly offered the potential for a new beginning.
- In consequence, Heidegger saw De-nazification as a ‘killing machine against the Germans’ (GA 97, 151), an attack on his own thinking and ultimately an attempt to prevent a ‘new beginning’.
- Late Heidegger still connected his critique of Nazism with a general critique of Subject-philosophy and of modern technology, which he now characterised as ‘Gestell’ or enframing. He thus did not question his own philosophy, but linked Nazism with what he saw as *the* problem of modern existence: an emphasis on the human subject and his will to power instead of living a true human existence in becoming the ‘shepherd of Being’. His glorification of the potential of the German tradition remained, but became less pronounced. He now emphasised the need to overcome the whole modern tradition, partly still in the form of an apocalyptic turning at the height of modernity, but partly also in the more modest promotion of an attitude that experiences the world as a mysterious and holy place.

In my view, it was productive to emphasise that Nazism was not shaped by antimodern relicts of the past, but an integral part of modernity, although this was also a self-serving view that Heidegger shared with many other Conservatives. But the lack of distinction Heidegger makes between all political systems ranging from parliamentary democracy to Stalinism and National Socialism is problematic, Heidegger never learnt to appreciate the importance of democracy, a division of power and human rights.

Heidegger's sole emphasis on the need for a break with the will to power to realise the need for feeling at home in the world also led to a disregard for concrete suffering and human death. He could thus state four years after the Holocaust and the use of nuclear bombs: 'Agriculture is now a motorised food industry, in essence the same as the production of corpses in gas chambers and extermination camps, the same as the blockade and the starvation of nations, the same as the production of nuclear bombs' (GA 79, 27). What kind of understanding of essence is it, if it cannot distinguish between industrial agriculture on the one hand, mass murder and genocide on the other?

Alfred Pfabigan

Karl Kraus in den 1930er Jahren

„Mir fällt zu Hitler nichts ein“ – in der kritischen Rezeption der politischen Publizistik des Karl Kraus ist dieser Satz unzählige Male zitiert worden. Tatsächlich ist es der Anfangssatz der 1933 verfassten und erst posthum erschienenen „Dritten Walpurgisnacht, einer der eigenartigsten Auseinandersetzungen mit dem Nationalsozialismus.

In der auf österreichische Probleme konzentrierten Welt der „Fackel“ spielte der deutsche Nationalsozialismus lange Zeit keine Rolle, Hitler wurde lange Zeit nur beiläufig erwähnt, seine Gefolgsleute blieben unerwähnt. Der österreichische Ableger der NSDAP wurde spöttisch behandelt, für die zunehmende Diskursfähigkeit des Nationalsozialismus hatte Kraus allerdings ein waches Ohr. Doch er konzentrierte sich weitgehend auf seine Auseinandersetzung mit der SDAPÖ und forderte seine zahlreichen linken Anhänger auf, sich zwischen ihm und der Phrasenwelt des Austromarxismus zu entscheiden. Die Enttäuschung über die Sozialdemokratie war der Zentralpunkt seines politischen Denkens.

Das änderte sich nach der sogenannten Machtergreifung. Kraus definierte sich als Zeitgenossen der Welt „von Hitler und Stalin“, die „Dritte Walpurgisnacht“ – die mit zahlreichen Quellen den Terror nach der Machtergreifung dokumentiert – ist ein wichtiges Indiz für das allgemeine Wissen um die nationalsozialistischen Verbrechen gegen die Menschlichkeit. In jenem Sinn, in dem damals innerhalb des linksliberalen / linken Milieus über den Nationalsozialismus gesprochen wurde, ist Kraus tatsächlich nichts eingefallen, dem rituellen Diskurs hat er sich verweigert und mit all seiner moralischen Autorität als Verfasser der „Letzten Tage der Menschheit“ den Nationalsozialismus in den Kontext seines lebenslangen Kampfes gegen gewisse Personen und Zustände, die teilweise zu den potentiellen Opfern gehörten, gesetzt. Da die Schrift nicht publiziert wurde und Kraus auf die Machtergreifung nach außen mit einem kleinen Gedicht mit Zeilen wie „ich bleibe stumm / und sage nicht, warum“ oder: „Kein Wort, das traf“, reagierte die Exilpublizistik auf die scheinbare Verweigerung mit heftigen Kampagnen. Kraus reagierte mit dem umfangreichsten Heft der „Fackel“-Geschichte, „Warum die Fackel nicht erscheint“ betitelt. Das Heft, erschienen nach dem 12. Februar 1934, polemisiert gegen den Diskurs des Exils und überrascht durch die These, dass das Sprechen über den Nationalsozialismus ein Sprechen über die Linke voraussetzt. Die Zerstörung der politischen Kultur Österreichs durch die Doppelzüngigkeit des austromarxistischen Verbalradikalismus und die daraus resultierenden enttäuschten Hoffnungen hätten dem Nationalsozialismus den Boden bereitet hätte. Kritisiert wird die spät aufgegebene Anschlussneigung, der linke Traum von der gesamtdeutschen Revolution und vor allem jene Verharmlosung des Nationalsozialismus, die etwa in einer Erklärung des „Auslandsbüros der österreichischen Sozialdemokraten“ (ALÖS) zum Ausdruck kommt: „Die Bestialitäten des Austrofaschismus stehen denen, die der Hitlerfaschismus in Deutschland begangen hat, in keiner Weise nach“. Auch wird dem 12. Februar der heroische Charakter abgesprochen: Märtyrer der Arbeiterschaft seien von gewissenlosen Führern ins blutige Verderben gejagt worden.

Vor allem vertritt Kraus entschieden die These vom „kleineren Übel“ des nicht als solcher bezeichneten Austrofaschismus („Eine kleine Diktatur; nicht zu vergleichen mit dem Ereignis (...) welches die Buben und Männer der Freiheit 'Faschismus' nennen ...“) und propagierte ein angesichts der österreichischen Situation eindeutiges „Alles, nur nicht Hitler“. Es sei der einfachste soziale Sachverhalt, „Dass man von zwei `Übeln`, denen man sich ausgesetzt fühlt (...) das `kleinere` zu wählen hat, wenn man ihm schon nicht im Innersten für die Abwehr des größeren dankbar sein will, und dass man, wenn man sie durch einen Angriff gegen das kleinere stört, des Erfolges gegen beide gewiss sein muss ... „Diese Einschätzung intensivierte sich hin zu einer Rettungsfantasie: Hitler tötet, Dollfuss rettet. Damit hatte Kraus seine größtenteils linken Anhänger verloren, blieb aber durch permanente Attacken in die Debatten involviert. Kraus erinnerte seine Anhänger an seine Selbsteinschätzung vor dem Ersten Weltkrieg, er sei politisch noch nicht einmal bei der französischen Revolution angelangt. Gegenüber Dollfuss war er keiner satirischen Anwendung fähig, nach dessen Ermordung finden sich Anklänge an den Kult um den Heldenkanzler. Der letzte publizierte Artikel, „Wichtiges von Wichten“, dem Exil gewidmet und mit dem Wort „Trottel“ endend, nennt die sinistre Figur Starhemberg „einen mutigeren, phrasenloseren und volkstümlicheren `Kämpfer` als das halbschlächtige Geschlecht, das dem Hitler die Bahn gebrochen hat...“

*

* *

„Hitler brings nothing to my mind“ is the most popular quotation in the critical interpretation of Karl Kraus's political writings. In fact it is the first sentence of the 1933 written and 1953 published essay „Die Dritte Walpurgisnacht“, one of the most unconventional books about the national-socialism.

Over a long period neither Hitler nor his followers or the Nationalistic movement didn't play an important role in the "Fackel"- world, which was concentrated on Austrian problems. Kraus mocked about the Austrian NSDAP, but had a watchful ear for the growing participation of Nazi-ideas in the Austrian discourse. But mostly he was concentrated on the Social-Democratic Party, fought against their phrases and demanded his left followers to choice between and the party. Beside his latent conservatism was the disappointment about the Social-Democracy a central part of his political thinking.

Things changed after the so called seizure of power. Now Kraus defined himself as a contemporary of Hitler and Stalin, the „Dritte Walpurgisnacht“, using countless sources documenting the Nazi-terror is an important argument against the „We knew nothing“ – attitude. But in the special style of the leftliberal/leftist environment Hitler in fact brought nothing to Krausens mind. First he didn't use the ritual vocabulary, second he put the National-Socialism with all his moral authority as the author of „The Last days of mankind“ in the context of his lifelong fight against certain persons and constellations – some of them were potential victims. The essay wasn't published and Kraus just reacted with a small poem with lines like: „Don't ask about the actions I've been taking /...../ The word expired on Hitler's world's awaking.“ Exiled followers started a campaign against this position and Kraus reacted with a „Fackel“ entitled: „Warum die Fackel nicht erscheint“. Published after

the 12th February 1934 the first part controverts against the discourse of the exile and surprises with the thesis that a discourse about the Social-Democracy is the precondition of a discourse about Hitler. According to Kraus the deceitfulness of Austro-Marxism had destroyed the political culture of Austria and the disappointed hopes had prepared the floor for Hitler. Kraus especially mentioned the Social-Democratic version of an „Anschluss“, the dream about a „Pan-German revolution“. A statement of the „Auslandsbüros der österreichischen Sozialdemokraten“ (ALÖS) declared: „Die Bestialitäten des Austrofascismus stehen denen, die der Hitlerfascismus in Deutschland begangen hat, in keiner Weise nach“. Kraus interpreted this as a diminishing of the Nazi-terror. The 12th February wasn't a heroic act: working-class martyrs were sent in their extermination by unscrupulous leaders.

Kraus also declared the thesis of the Austrofascism – a term he never used – as the „smaller evil“. („Eine kleine Diktatur; nicht zu vergleichen mit dem Ereignis /.../ welches die Buben und Männer der Freiheit `Fascismus` nennen ...“) and plead for an „Anything but Hitler“ which was in the the Austrian situation a clear statement fort he Dollfuss government. According to him it's a simple social decision, „dass man von zwei `Übeln`, denen man sich ausgesetzt fühlt (..) das `kleinere` zu wählen hat, wenn man ihm schon nicht im Innersten für die Abwehr des größeren dankbar sein will, und dass man, wenn man sie durch einen Angriff gegen das kleinere stört, des Erfolges gegen beide gewiss sein muss ... „. Slowly he intensified this position to the idea of Dollfuss as a savior: Hitler kills, Dollfuss saves. After this publication he lost his leftist followers, but stayed involved in the debate. Kraus reminded his followers on his statement before WW I that politically he hadn't reached the position of the French Revolution. In fact he never criticized Dollfuss; after the murdering of whom he treated him like a hero. His last published article, „Wichtiges von Wichten“, is devoted to the exile and ends with the word „Idiot“. The dubious figure Count Starhemberg is described as a „mutigerer, phrasenloserer und volkstümlicherer `Kämpfer` als das halbschlächlige Geschlecht, das dem Hitler die Bahn gebrochen hat...“

Uwe Puschner

Erwin Weber: Zwölf Jahre Nationalsozialismus (1945)

Unmittelbar mit dem Ende des Zweiten Weltkriegs begann in Deutschland eine lebhaftere Auseinandersetzung mit dem Nationalsozialismus. In den Jahren bis zur Gründung der beiden deutschen Staaten erschienen namentlich in den drei Westzonen unzählige Beiträge, die den Nationalsozialismus, insbesondere die nationalsozialistische Diktatur und ihre Gewaltexzesse zu erklären suchten. Erwin Webers *Zwölf Jahre Nationalsozialismus* ist einer der frühesten Beiträge, dem der Verfasser wenig später unter dem Titel *Hitler und seine Paladine* eine weitere Aufklärungsbroschüre folgen ließ. Beide in Argumentation und Tenor identischen Broschüren erschienen mit Genehmigung der französischen Militärverwaltung im württembergischen Calw.

In Calw, einer Kleinstadt im nordöstlichen Schwarzwald, war Weber Direktor der Höheren Handelsschule und hatte dort wenige Wochen nach der deutschen Kapitulation am 2. Juni 1945 in einer Bürgerversammlung einen Vortrag über die zurückliegenden zwölf Jahre nationalsozialistischer Herrschaft gehalten, der kurz darauf im Druck und im selben Jahr in zweiter erweiterter Auflage erschien. In dem „befreiende[n] Gefühl“, seinem Auditorium und seinen Lesern nun „die Wahrheit sagen zu können“, verfolgte Weber, der 1943 in die NSDAP eingetreten war und 1947 vom Staatskommissariat für die politische Säuberung als Mitläufer eingestuft wurde, ein doppeltes Anliegen: Er suchte erstens zu erklären, wie die Nationalsozialisten an die Regierung gelangen, binnen anderthalb Jahren die Macht sichern und die Diktatur etablieren konnten. Weber greift hier bis in Formulierungen hinein auf Konrad Heiden zurück, namentlich auf dessen Hitler-Biographien. Es geht ihm dabei darum, Hitler und seine Paladine, wobei er immer wieder auf Göring, Goebbels, Himmler und Streicher zu sprechen kommt, als erbärmliche Feiglinge, notorische Lügner, korrupte Verbrecher und skrupellose Mörder darzustellen. Indem Weber ausführlich die Verfolgung von politischen Gegnern des Nationalismus, insbesondere von Intellektuellen, Journalisten und Schriftstellern wie auch von Katholiken und Protestanten anspricht, erscheinen zweitens die Deutschen als Manipulierte, Verführte, Unterdrückte und der „unmenschlichen, verbrecherischen Gewaltherrschaft“ hilflos Ausgelieferte. Explizit spricht Weber vom „entrechteten und versklavten deutschen Volk“. Vor diesem Hintergrund liegt die alleinige Verantwortung für die nationalsozialistische Gewaltherrschaft und vor allem für den von ihm eingehend thematisierten und scharf verurteilten rassistischen Antisemitismus, für die 1933 beginnende Verfolgung und Entrechtung der jüdischen Deutschen und für die Ermordung der europäischen Juden im Zweiten Weltkrieg allein bei Hitler, seinen Paladinen und deren Gefolgsleuten und namentlich bei Himmlers SS. Webers Narrativ läßt sich in der bis in die Gegenwart beobachtbaren Dichotomie von ‚den Deutschen‘ und ‚den Nazis‘ zuspitzen. Folgerichtig stellt sich ihm die Schuldfrage nicht. Gleichwohl versteht er seine „Ausführungen“ über das „nationalsozialistische Jahrzwölf“ (Werner Bergengruen) als einen Beitrag, um seine Zuhörer- und Leserschaft „von falschen Ansichten, Irrtümern und Illusionen zu befreien“ und um an diese zu appellieren, „uns vor der Welt zu rehabilitieren durch unsere künftigen Leistungen auf friedlichem Gebiet“ und damit „den Weg zurückzufinden in die Gemeinschaft der Völker“.

Joris Lehnert

Waldemar Gurian, Ambroise et le « bolchévisme brun »

Waldemar Gurian, mort à 52 ans en 1954, était une personnalité importante du débat intellectuel en Allemagne (et *sur* l'Allemagne) de l'entre-deux-guerres, relativement oubliée aujourd'hui malgré de nouvelles publications récentes d'une chercheuse de l'université de Chemnitz qui en fit son sujet de thèse (*Katholischer Publizist und amerikanischer Politikwissenschaftler. Eine intellektuelle Biografie Waldemar Gurians*, 2011), après celles, bien plus anciennes, de Heinz Hürten, décédé en début d'année (particulièrement sa biographie *Waldemar Gurian. Ein Zeuge der Krise unserer Welt in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts*, 1972). Publiciste, philosophe, sociologue, politiste, le définir précisément est une gageure tant il soignait le mélange des genres, ne suivant que la seule ligne de conduite intellectuelle avant tout catholique qu'il s'était fixée. Surtout (re)connu en France - où il intervenait également dans les débats dans la presse catholique - pour ses travaux relatifs au catholicisme et au nationalisme français (et particulièrement l'Action française) ou au bolchevisme (il était russe de naissance, émigré enfant à Bonn avec sa mère), il a également proposé une analyse fournie et poussée du national-socialisme. Publié sous le pseudonyme de Walter Gerhart, son ouvrage *Um des Reiches Zukunft. Nationale Wiedergeburt oder politische Reaktion?* (Freiburg: Herder 1932) est considéré comme une des premières études de fond sur le mouvement national-socialiste. Émigré ensuite en Suisse entre 1933 et 1937, il continua son travail d'étude sur l'Allemagne hitlérienne en publiant un ouvrage sur l'Église dans le Troisième Reich et surtout en éditant, avec Otto Michael Knab, les *Deutsche Briefe, ein Blatt der katholischen Emigration* où il décerna à Carl Schmitt dans le titre d'un article le surnom de « Kronjurist du IIIe Reich », formule pour laquelle on cite encore le nom de Gurian. Exilé ensuite aux États-Unis où il devint Professeur de sciences politiques à l'université catholique de Notre-Dame, il continua à proposer une analyse des affaires européennes, et particulièrement du nazisme, dans la revue de science politique qu'il fonda en 1939 (*The Review of Politics*) et appelée à devenir une publication éminente et reconnue où publièrent entre autres Hannah Arendt, Jacques Maritain, Yves R. Simon, Leo Strauss ou Eric Voegelin.

Il est intéressant de remarquer chez Gurian l'originalité de son analyse du national-socialisme et le rapprochement qu'il fait, dans la lignée de ses études précédentes, avec l'Action française, le fascisme mussolinien ou le bolchevisme russe (l'adjectif étant ici primordial) et interprète les uns en fonction des autres. D'ailleurs, le titre de son ouvrage *Le bolchevisme, danger mondial* (traduit par Luc Redon, éditions Alsatia, 1936) et écrit lors de son exil suisse (*Bolschewismus als Weltgefahr*, Vita Nova, Luzern 1935) est très trompeur pour qui ne s'en tiendrait qu'au titre. Mais il ne s'agit nullement d'une actualisation de son ouvrage de 1931 (*Der Bolschewismus. Einführung in Geschichte und Lehre*, Freiburg: Herder) qui l'établit en tant que spécialiste de la Russie, et traduit en français en 1933 (*Le bolchevisme, introduction théorique et doctrinale*, éd. Beauschesne, trad. de Jean Coster). Il ne s'agit en effet ici nullement d'une mise en garde devant le péril marxiste que recouvrirait le terme bolchevisme mais une comparaison des systèmes soviétique et nazi pour mettre en garde devant le national-socialisme qu'il classe comme une forme de bolchevisme. Le national-socialisme est même pour Gurian un « bolchevisme brun », forme bien plus poussée et

aboutie - et donc encore plus dangereuse que le bolchévisme marxiste - que son précurseur russe. Le bolchévisme russe est pour lui une idée du XIXème siècle alors que le national-socialisme serait une traduction de l'idée révolutionnaire ancrée véritablement dans le XXème siècle. Cette idée de rapprochement entre bolchevisme et national-socialisme exprimée explicitement ici aura germé bien avant cette publication programmatique, elle est la conclusion d'une analyse à partir du phénomène qu'il commença par nommer « nihilisme conservateur », et qui prendra une acception théorique avec le concept de totalitarisme (Gurian est l'un des premiers, voire le premier, à utiliser le terme dans l'espace germanophone), « né dans les valises de l'émigration allemande » pour la conception moderne qui inclut bolchevisme et nazisme, et qu'il utilisera ensuite plus systématiquement. À la base de ces nouveaux modèles politiques et sociaux tels qu'il les voyait à l'œuvre en Italie ou en Russie, il voyait le processus de sécularisation, à l'œuvre depuis la Révolution française. Derrière son masque protecteur de la religion, le national-socialisme ne pouvait en être finalement que le fossoyeur. Le national-socialisme, et c'est là pourquoi Gurian le combattit avec tant de force, était un ennemi de l'Église, il s'employa donc durant son exil suisse à mettre en garde l'opinion allemande (et catholique) devant ce danger imminent.

*

* *

Der 1954 mit 52 Jahren früh verstorbene Waldemar Gurian war trotz der inzwischen relativen Vergessenheit, in die er geraten ist, eine wichtige intellektuelle Figur der Zwischenkriegszeit in Deutschland. In den letzten Jahren dennoch gewann er wieder an einer (relativ) neuen Konjunktur, vor allem dank der Chemnitzer Politikwissenschaftlerin Ellen Thümmler, die sich in ihrer Dissertation mit seinem Werk befasste (*Katholischer Publizist und amerikanischer Politikwissenschaftler. Eine intellektuelle Biografie Waldemar Gurians*, 2011), bei der es sich nach der vor fast 50 Jahren veröffentlichten Habilitation des Anfang des Jahres verstorbenen katholischen Historikers Heinz Hürten (*Waldemar Gurian. Ein Zeuge der Krise unserer Welt in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts*, 1972) erst um die zweite Veröffentlichung über Gurian handelt. Publizist, Philosoph, Soziologe, Politikwissenschaftler: Gurian exakt zu bezeichnen fällt schwer, da er sich immer zwischen den Rollentypen bewegte und vor allen Dingen seine Aufgabe als katholischer Intellektueller in den Vordergrund stellte. In Frankreich, wo er in der katholischen Presse auch als Publizist wirkte, ist er vor allem als Spezialist für die Geschichte des französischen Katholizismus und der Action française bekannt. Er genoss auch große Anerkennung als einer der besten Kenner des Bolschewismus (in Russland geboren, war er als Kind mit seiner Mutter nach Deutschland emigriert). Dennoch hat er auch zur zeitgenössischen Auseinandersetzung mit dem Nationalsozialismus einen wichtigen Beitrag geleistet. Sein unter dem Pseudonym Walter Gerhart veröffentlichtes Buch *Um des Reiches Zukunft. Nationale Wiedergeburt oder politische Reaktion?* (Freiburg: Herder 1932) gilt als eine der ersten grundlegenden Studien über die nationalsozialistische Bewegung. 1933 emigrierte er in die Schweiz, wo er bis 1937 blieb, setzte aber seine Publikationen über Deutschland und das nationalsozialistische Regime fort. Neben einem Büchlein über die Kirche im Dritten Reich sollen auch v.a. die *Deutschen Briefe, ein Blatt der katholischen Emigration* genannt werden, die er zusammen mit einem

weiteren deutschen Exilanten, Otto Michael Knab, herausgab. Dort verfasste er u.a. einen inzwischen berühmt gewordenen Artikel, über Carl Schmitt: „Carl Schmitt, der Kronjurist des III. Reiches“. Gurian siedelte 1938 nach Amerika über, wo er eine Professur für Politikwissenschaft an der katholischen Universität Notre Dame wahrnahm. Von dort aus beschäftigte er sich weiter mit dem Nationalsozialismus, v.a. in der von ihm 1939 gegründeten und berühmten, hoch angesehenen Zeitschrift *The Review of Politics*, wo auch Autoren wie Hannah Arendt, Jacques Maritain, Yves R. Simon, Leo Strauss oder Eric Voegelin mitwirkten.

Besonders hervorzuheben ist die Originalität Gurians in der Analyse des Nationalsozialismus: Er bringt ihn in Verbindung mit seinen früheren Untersuchungsobjekten (Action française, italienischem Faschismus oder russischem Bolschewismus – das Adjektiv ist hier entscheidend) und interpretiert ihn nach der gleichen Musteranalyse. So täuscht der Titel seines 1935 in der Schweiz veröffentlichten Buches *Bolschewismus als Weltgefahr* (Nova Vita Verlag, Luzern; 1936 ins Französische von Luc Redon im Alsatia-Verlag übersetzt). Wer nur den Titel berücksichtigte, würde daraus schließen, es handele sich um eine weitere Analyse des Russland-Experten. Allerdings geht es hier nicht um eine mögliche Fortsetzung seines 1931 veröffentlichten Buches *Der Bolschewismus. Einführung in Geschichte und Lehre* (Freiburg: Herder, 1931, 1933 von Jean Coster ins Französische im Beauschesne-Verlag als *Le bolchevisme, introduction théorique et doctrinale* übersetzt), das ihn als Russland-Experte etablierte. Vielmehr geht es um den Nationalsozialismus, den Gurian als eine höher entwickelte und vollendete Form des Bolschewismus einstuft. Der Nationalsozialismus ist bei ihm ein „brauner Bolschewismus“, gefährlicher sogar als die wegbereitende marxistische Form. Der russische Bolschewismus bleibt in seiner Analyse die Verwirklichung einer im 19. Jahrhundert steckengebliebenen Idee, wohingegen der Nationalsozialismus die Verwirklichung der revolutionären Idee im 20. Jahrhundert bedeutet. Die 1935 mit diesem Buch explizit geäußerte Idee einer Nähe zwischen Nationalsozialismus und Bolschewismus ist allerdings nicht Neues bei Gurian. Schon in seinen früheren Veröffentlichungen zum Faschismus oder zum Bolschewismus führte er diesen Gedanken mit der Idee eines konservativen Nihilismus ein, die später als Totalitarismus theorisiert wird; er ist der erste im deutschsprachigen Raum, der diesen „im Reisegepäck der Emigranten“ entstandenen Begriff im modernen Sinne (d.h. auf den Bolschewismus und den Nationalsozialismus angewendet) benutzt. Ursache des Aufkommens dieser neuen politisch-gesellschaftlichen Modelle sei die Säkularisierung, die in der europäischen Gesellschaft seit der französischen Revolution voranschreitet. Der Nationalsozialismus kann für Gurian trotz seiner Maske des Religionshüters letztendlich nur ihr Totengräber sein. Der Nationalsozialismus ist also ein absoluter Gegner der Kirche und Gurian bemühte sich, aus seinem schweizerischen Exil stets, die deutsche (und katholische) öffentliche Meinung vor dieser unmittelbar bevorstehenden Gefahr zu warnen.